



**Convention entre la Communauté de Communes Yvetot Normandie et l'association INHARI, représentant au titre de l'animation de l'Espace Conseil France Rénov' dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov'.**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La communauté de Communes Yvetot Normandie, dont le siège est situé 4 rue de la Brême 76190 Yvetot, représentée par M. Gérard Charassier, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « *la collectivité* »

**ET**

L'association INHARI, dont le siège est situé au 44 rue du Champ des Oiseaux – 76000 ROUEN, représentée par Nicolas MESSAGE, président, et par délégation par Jonathan HELLEC, directeur, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « INHARI »

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

## PREAMBULE

### Cadre juridique

**Vu** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

**Vu** le Code de l'énergie,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience »,

**Vu** la délibération de l'Agence Nationale de l'Habitat n°2024-06 du 13 mars 2024 relative à la mise en œuvre du Pacte Territorial France Rénov'

**Vu** la compétence de la Communauté de Communes Yvetot Normandie « politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées »

**Vu** la délibération du XXXX de la Communauté de Communes Yvetot Normandie confiant à INHARI par convention de subvention l'animation des volets 1 et 2 du pacte territorial France Rénov'.

## Présentation du Pacte Territorial France Rénov'

Le Pacte Territorial France Rénov' s'inscrit dans la continuité des missions jusqu'alors financées par le programme SARE et par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) dans le cadre d'OPAH ou de PIG. Il permet la mise en œuvre d'un service public de la rénovation de l'habitat œuvrant dans toutes les thématiques de l'amélioration de l'habitat : rénovation énergétique, autonomie, adaptation, lutte contre l'habitat indigne, etc.

Le Pacte Territorial France Rénov' est organisé autour de 3 volets :

1. La dynamique territoriale : mobilisation des ménages et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat,
2. Information, conseil et orientation des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires sur toutes les thématiques de la rénovation de l'habitat et quels que soient les revenus,
3. Accompagnement des propriétaires dans leur projet de travaux (facultatif)

La présente convention prévoit de confier tout ou partie des missions des volets 1 et 2 du Pacte Territorial France Rénov' à l'association INHARI.

France Rénov' est un service public accessible à toute la population. Il vise à couvrir l'ensemble du territoire en matière d'information-conseil, avec la mise en œuvre d'un point d'accueil physique par EPCI, afin de permettre à chaque ménage et syndicat des copropriétaires un accès au service public. Le pacte territorial France Rénov' doit permettre d'accompagner tous les ménages, quels que soient leurs ressources, statut d'occupation (propriétaires occupants ou bailleurs) ou typologie d'habitat.

L'offre de service doit permettre de guider les ménages dans l'ensemble de leurs projets de rénovation. A ce titre, l'information et le conseil rendus concernent l'ensemble des thématiques d'interventions portées par l'Anah et en particulier la rénovation énergétique, l'adaptation du logement à la perte d'autonomie et la résorption de l'habitat indigne ou dégradé.

Des actions d'animation territoriale visant à mobiliser les ménages ainsi que les professionnels ont également vocation à être mises en place.

L'Anah, en tant que pilote et animateur national du service public de la rénovation de l'habitat, appuie les collectivités maître d'ouvrage d'un pacte territorial France Rénov' de son offre d'animation et de montée en compétences du réseau et veille, en lien avec ces collectivités, à l'articulation des dispositifs en particulier en termes de communication.

## Présentation d'INHARI

L'association INHARI est issue de la fusion en 2013 du Centre Départemental d'Amélioration de l'Habitat de Seine-Maritime et d'Habitat & Développement Nord-Ouest, dont les origines remontent à 1954. Elle s'engage auprès des collectivités locales et des particuliers en particulier à :

- Promouvoir le développement d'un parc de logements accessible à tous,
- Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne,
- Faire de l'habitat un facteur de mixité et de développement social,

Agréée par l'Anah au titre du CCH pour les missions d'ingénierie sociale, financière et technique, et au titre de Mon Accompagnateur Rénov', INHARI place au cœur de ses missions l'assistance de tous les ménages dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

Son conseil d'administration constitué de représentants de collectivités, de représentants des professionnels du secteur du bâtiment, de propriétaires immobiliers et de personnes qualifiées permet à INHARI d'œuvrer dans l'intérêt de tous.

Avec ses cinq agences locales situées dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Maritime et de l'Orne, INHARI est un partenaire privilégié des collectivités en les aidant à la mise en œuvre de leur politique de l'habitat, et en conseillant de manière neutre les propriétaires dans leurs projets d'amélioration ou de réhabilitation de leur logement.

En Seine-Maritime, INHARI a animé dès 2015 l'Espace Info-Energie pour informer, conseiller et orienter les propriétaires dans leur projet, sans condition de ressources. Ce service, devenu Espace Conseil FAIRE puis France Rénov' en 2021, a fusionné ses actions avec celles animées dans le cadre des dispositifs portés par l'Anah pour proposer au public et aux collectivités un service unique de l'amélioration de l'habitat intégrant les thématiques de l'énergie, de l'accessibilité et de la lutte contre l'habitat indigne ou vacant. INHARI a par ailleurs développé son action en matière de dynamique territoriale en s'appuyant particulièrement sur la politique régionale en matière de rénovation performante pour créer un écosystème vertueux avec l'ensemble des professionnels concernés par l'amélioration de l'Habitat.

Depuis le 1er janvier 2022, INHARI a conseillé 545 porteurs de projets du territoire de la Communauté de Communes Yvetot Normandie. 149 visites à domicile ont été réalisées, toutes thématiques confondues dans l'objectif d'amener à la réalisation de travaux. 362 dossiers de demandes de subventions ont été déposés pour les demandeurs représentant 1,5 millions d'euros de subventions nationales et locales pour 3,5 millions de travaux engagés.

## **Le déploiement du Pacte Territorial France Rénov' sur le territoire de la Communauté de Communes Yvetot Normandie.**

L'Espace Conseil France Rénov' est animé sur le territoire par INHARI dans le cadre du programme SARE depuis 2021, dans la continuité de l'Espace Info-Energie animé au préalable depuis 2015.

INHARI intervient également sur le territoire depuis 2019 dans l'animation du Programme d'Intérêt Général Départemental.

D'autre part, INHARI sur le territoire informe et accompagne le public à la sollicitation des dispositifs d'aides à l'amélioration de l'Habitat de la commune d'Yvetot depuis [2023] ainsi qu'à la sollicitation des aides de la Communauté de Communes Yvetot Normandie depuis [2022].

INHARI intervient par ailleurs historiquement sur le territoire au titre de son agrément au Code de la Construction et de l'Habitat, ainsi qu'au titre de Mon Accompagnateur Rénov'.

C'est la raison pour laquelle, par la présente convention, la Communauté de Communes Yvetot Normandie entend définir les conditions et modalités de réalisation des actions des volets 1 et 2 du pactes territorial France Rénov' menées par l'association INHARI sur son territoire.

## ARTICLE 1 : OBJET

La convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de financement des actions menées par INHARI pour l'animation de l'Espace Conseil France Rénov' dans le cadre du pacte territorial porté la collectivité, dans la continuité du programme SARE et du programme d'intérêt Général de Seine-Maritime.

## ARTICLE 2 : PROGRAMME D'ACTIONS

### Au titre du volet 1 du pacte territorial relatif à la dynamique territoriale :

L'animation du pacte territorial a pour enjeu de faire connaître aux ménages la marque France Rénov' à l'ensemble des propriétaires du parc privé dans l'objectif que cela devienne une marque référence lorsqu'il y a un besoin de rénovation (*adaptation à la perte d'autonomie, rénovation énergétique, résorption de l'habitat indigne ou dégradé*).

L'enjeu est ainsi de pouvoir communiquer vers **tous les ménages** de cette possibilité à s'informer et à être conseillés gratuitement avant de lancer leurs projets de travaux, dans un objectif notamment de pertinence des travaux réalisés et de prévention des fraudes et abus.

Dans cet objectif de mobilisation des ménages et des professionnels du territoire, INHARI s'engage à réaliser les actions suivantes :

- [4] actions de sensibilisation, communication des ménages et/ou des partenaires et professionnels du territoire par l'amélioration de l'habitat (rénovation et adaptation). La programmation de ces actions sera réalisée en concertation avec le territoire pour définir les dates, lieux, thématiques abordées et le public visé. Un catalogue non exhaustif d'actions de communication qui pourront être mises en œuvre et personnalisées sera proposé à la collectivité.  
Au besoin, des actions pourront être réalisées en concertation avec d'autres EPCI pour toucher un public plus large.

## **Au titre du volet 2 du pacte territorial relatif à l'information, conseil et orientation des propriétaires pour rénover leur logement :**

L'offre d'information, de conseil et d'orientation du pacte territorial doit être accessible par tous les ménages sur l'ensemble du champ d'intervention du service public de la rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, adaptation du logement à la perte d'autonomie, lutte contre l'habitat indigne et dégradé, traitement des copropriétés et du parc locatif privé).

Les informations, conseils et orientations délivrés par l'Espace Conseil France Rénov' sont neutres, gratuits et adaptés aux besoins du ménage. Ils peuvent avoir lieu à tout moment du projet du ménage (avant, pendant ou après les travaux) :

- Missions d'information : l'entretien avec le ménage vise à répondre à ses premières interrogations. Il peut, le cas échéant, aboutir à un conseil personnalisé, une orientation vers un assistant à maîtrise d'ouvrage, ou vers toute autre structure en capacité d'accompagner le ménage dans son projet.
- Mission d'orientation : L'orientation consiste à envoyer le ménage vers l'interlocuteur adéquat pour poursuivre son projet : obtenir d'autres sources d'information selon la thématique abordée (ADIL, CAUE, etc.), obtenir de l'aide administrative (France services) ou être accompagné dans son projet de travaux (assistants à maîtrise d'ouvrage).

Ces missions sont réalisées depuis les locaux d'INHARI par téléphone, mail ou visio-conférence, et en présentiel sur le territoire à l'occasion de permanences locales ou à l'occasion de salons ou d'évènements.

Le nombre prévisionnel de contacts gérés par INHARI à l'année est estimé à 500.

**Les missions d'information doivent permettre d'apporter des réponses aux ménages sur les enjeux tant techniques que financiers, juridiques et sociaux de leur projet de travaux.**

**La mission d'information, conseil et orientation couvre en particulier les aspects :**

- **Techniques** : les différents travaux de rénovation, notamment ceux adaptés aux spécificités du territoire (critères techniques, contraintes patrimoniales, avis sur les devis, etc.) ; l'organisation d'un projet de travaux, le réseau professionnel local et les signes de qualité existants
- **Financiers** : les aides nationales et locales mobilisables pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et pour la réalisation de travaux, l'articulation entre les différentes aides existantes (rénovation énergétique, adaptation du logement, lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;
- **Juridiques** : les obligations du propriétaire en cas de vente ou mise en location (règles de décence, réalisation d'un DPE, etc.), les autorisations de travaux à obtenir et les démarches administratives pour leur obtention, la contractualisation avec les intervenants au programme de travaux.
- **Sociaux** : définitions des ressources et de l'éligibilité aux dispositifs, nécessité de relogement temporaire ou définitif, organisation avec les France services locaux pour une aide administrative et numérique ;

- **Lutte contre la fraude** : signalement des acteurs frauduleux par les modalités existantes, utilisation du Guide d'orientation des particuliers face aux fraudes à la rénovation énergétique.
- **Informations et conseils aux syndicats de copropriétaires** : démarches en copropriétés, règles de vote des travaux, aides mobilisables par le syndicat de copropriétaires
- **Informations et conseils aux propriétaires bailleurs** : dispositifs fiscaux existants, aides spécifiques, obligations en tant que propriétaire bailleur, droits des locataires.

Pour répondre efficacement aux ménages du territoire, INHARI s'engage à :

- Mettre à disposition une équipe pluridisciplinaire pour répondre à l'ensemble des demandes, composée notamment de conseillers et techniciens de l'habitat, thermiciens, travailleurs sociaux, spécialistes de la copropriété et des projets locatifs.
- Suivre les formations proposées par l'Anah pour mettre à jours les connaissances et compétences de l'équipe d'animation du territoire,
- Assurer un suivi des actions menées auprès de chaque ménage avec le logiciel dédié GestHabitat pour permettre un suivi des demandes et rendre compte à la collectivité de son activité sur le territoire.
- Réaliser 4 permanences d'une ½ journée par mois (sauf 3 permanences en juillet, aucune en août et 3 permanences en décembre) sur le territoire de la collectivité soit un total prévisionnel annuel de : **42 permanences sur le territoire**. Un outil de prise de RDV en ligne déjà en fonctionnement complète l'accueil téléphonique, permettant aux ménages ou à la collectivité de prendre directement rendez-vous avec INHARI.
- S'informer continuellement de l'évolution des dispositifs locaux (Département, Région, partenaires) et nationaux relatifs aux aides financières et à l'accompagnement pour apporter une information complète et actualisée.
- Sensibiliser les ménages éligibles à l'intérêt et aux spécificités de la rénovation énergétique performante, en s'appuyant sur le chèque éco-énergie de la Région Normandie et à son réseau partenarial

Dans le cadre de l'animation de l'Espace Conseil France Rénov', INHARI propose aux ménages un conseil renforcé à domicile en amont d'une orientation vers une AMO. L'objectif de cette mission de conseil renforcé est d'assurer un démarrage efficace du projet de travaux du ménage en évitant au maximum l'orientation d'un ménage vers un AMO ne conduisant pas à un projet de travaux effectif.

Au regard des besoins du territoire, les conseils renforcés au domicile des ménages du territoire concerneront :

- Les projets de rénovation énergétique en amont d'une AMO MonAccompagnateurRénov',
- Les projets d'accessibilité en amont d'une AMO MaPrimeAdapt',



- Les projets de résorption de l'habitat indigne en amont d'un AMO MaPrime Logement Décent.

Pour réaliser ces missions, INHARI programmera 4 demi-journées par mois sur le territoire de la collectivité (sauf 3 permanences en juillet, aucune en août et 3 permanences en décembre), soit un total prévisionnel annuel de : 42 demi-journées de visites gratuites en faveur des ménages du territoire.

D'un commun accord entre les parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet, en cours d'exécution de la convention, d'ajustements afin de tenir compte, notamment, du contexte économique et sanitaire dans lequel s'inscrit le déploiement Pacte Territorial France Rénov'.

### ARTICLE 3 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE VALIDITE

La Convention entre en vigueur à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2025** pour une durée de 18 mois. Cette durée de 18 mois inclut une période de 12 mois de réalisation des actions et de 3 mois supplémentaires permettant la transmission des éléments administratifs.

Les dépenses éligibles sont prises en compte à compter du **01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025**.

La présente convention sera ensuite renouvelée pour des périodes successives d'un an sauf si une des parties y met un terme à la fin de la durée initiale ou de tout renouvellement en respectant un préavis d'un mois, dans la limite de la durée de la convention de Pacte Territorial France Rénov' signée entre la Communauté de Communes Yvetot Normandie et l'Etat.

### ARTICLE 4 : MOBILISATION ET CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à relayer la communication proposée par l'association INHARI auprès des communes et partenaires de son territoire pour promouvoir l'Espace Conseil France Rénov'.

La collectivité s'engage à mettre à disposition un espace d'accueil du public permettant suffisamment de confidentialité pour les permanences, équipé d'une connexion internet.

La collectivité s'engage à verser à l'association INHARI, pour la réalisation des actions définies dans le programme d'action, une contribution sous forme de subvention, dont le montant est de **53 325 €**.

Les modalités de calcul du montant de la contribution par rapport programme d'actions prévisionnel à mettre en œuvre est précisé en annexe 1.

Le montant de la contribution de la collectivité sera révisé d'un commun accord annuellement ou à l'occasion d'avenants à la présente convention, au regard de l'évolution du programme d'action.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION

La contribution est versée par la collectivité à INHARI dans les conditions suivantes :

- Un **premier versement forfaitaire**, de 25% du montant de la contribution définie en janvier 2025 à titre d'avance, sur présentation du bilan n-1.
- Un **second versement forfaitaire** de 25% du montant de la contribution annuelle en juillet 2025, sur présentation d'un bilan semestriel faisant état des résultats quantitatifs et qualitatifs du programme d'actions,
- Un **troisième versement forfaitaire** de 25% du montant de la contribution définie en octobre 2025, sur présentation du bilan semestriel faisant état des résultats quantitatifs et qualitatifs du programme d'actions,
- Un **quatrième versement** correspondant au solde du montant de la contribution de base, ajustée au regard des actions réalisées du programme d'actions, sur présentation d'un rapport final d'activité faisant état des résultats quantitatifs et qualitatifs, et intégrant les indicateurs de suivi des animations et des permanences organisées au cours de l'année.

Un tableur permettant le suivi des actions sera communiqué à INHARI pour compléter les bilans.

La transmission des demandes de paiement se fera sous forme électronique via le portail de facturation Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

- SIRET du budget : 200 069 839 00013
- Numéro d'engagement :xxxx

La date limite de remise des pièces justificatives, pour le paiement du solde de la contribution, est fixée au 31 mars 2026.

## ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS D'INHARI

### Transparence dans l'utilisation de la contribution

L'association INHARI s'engage à :

- Communiquer au plus tard en septembre 2025 un bilan intermédiaire d'activité à 6 mois, ainsi que le rapport final d'activité début 2026 ;
- Mettre en place un ensemble d'outils numériques permettant notamment de faciliter les échanges de document et la tenue des permanences (prise de rendez-vous, etc.) ;

Le numéro de téléphone : **02.32.08.13.00**

Le contact mail : [contact@inhari.fr](mailto:contact@inhari.fr)

Prise en rdv en ligne sur : <https://shorturl.at/clTSP>

Lieu des permanences : 4 rue de la brème, 76190 YVETOT

- Répondre à toute demande de précision ou d'information de la collectivité portant sur les modalités d'utilisation de la contribution versée et à toute demande de communication de pièces justificatives de la part de la collectivité ;

- Informer, sans délai, la collectivité de toute difficulté dans l'utilisation de la contribution.

### **Communication et respect de la charte « France Rénov' »**

La communication d'INHARI et de la collectivité, portant sur la réalisation du programme d'actions, devra être réalisée en articulation avec la signature nationale France Rénov', dont les modalités d'utilisation et de déploiement sont définies par l'Anah.

L'association INHARI et la collectivité s'engagent à ce que toutes les actions de communication conduites notamment dans le cadre de la dynamique de rénovation respectent les conditions stipulées dans le cadre du présent article.

### **ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE**

La collectivité s'engage à :

- Verser à la structure porteuse, pour la réalisation du programme d'actions, la contribution financière définie à l'article 5, dans les conditions et selon les modalités définies dans le cadre de la Convention ;
- Assurer le suivi de l'exécution financière de la Convention ;
- Communiquer à l'attention de ses administrés afin d'optimiser la réussite des actions mises en œuvre et notamment la fréquentation des permanences ;
- Mettre à disposition de l'association INHARI ponctuellement un espace permettant l'accueil du public en toute confidentialité, avec accès internet. Cet accueil se réalisera au siège de la collectivité, 4 rue de la brême, Yvetot, dans un bureau confidentiel.

### **ARTICLE 9 : MODIFICATION**

Toute modification des termes de la Convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les Parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la Convention.

### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une des obligations résultant de la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

### **ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif de Rouen.

## ARTICLE 12 : ANNEXES

La Convention est constituée par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous :

- La présente Convention
- **ANNEXE 1** : Plan de financement prévisionnel

La Convention ainsi que les annexes énumérées ci-dessus expriment l'intégralité des obligations des Parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les Parties ne pourra s'intégrer dans la Convention.

Fait à Yvetot, le [A COMPLETER]

POUR INHARI

POUR LA COLLECTIVITE

**ANNEXE 1 : Plan de financement prévisionnel pour la prestation avec INHARI**

Volet 1 - Mobilisation et communication	Plafond financement Anah	50 000,00 €	
	Subvention sollicitée	Nombre	Coût de l'action
	Animation du réseau local, mobilisation des acteurs (jours) - selon actions à déterminer		Sera réalisé par la CCYN
	Mobilisation des publics prioritaires		Sera réalisé par la CCYN
	Création/impression/diffusion de visuels, d'outils de communication, publications sur les réseaux sociaux, encarts presse		Sera réalisé par la CCYN
	Animations (réunions, stands, marchés dans l'année) - Estimation de 1,5 jour/événement	4	3 600 €
	Total volet 1	3 600 €	

Volet 2 - Information et conseils	Plafond financement Anah	75 000,00 €	
	Subvention sollicitée	Nombre	Coût de l'action
	Information, conseils par téléphone, mail, visio, du lundi au vendredi	Forfait	20 925 €
	1/2 journée de permanence physique locale	42	12 600 €
	1/2 journée de conseils renforcés à domicile (Energie/Adapt/LHI)	42	12 600 €
	Total volet 2	46 125 €	

Pilotage global (Volet 1 et 2)	Pilotage, bilan, réunions (jours) : - Un point trimestriel et un bilan semestriel - Un bilan annuel avec présentation aux élus	4	3 600
--------------------------------	--	---	-------

Contribution totale volets 1 et 2

**53 325 €**

## Catalogue non exhaustif des actions d'animations pouvant être mises en œuvre

- **Réunion publique avec thématique à définir, par exemple :**
  - o La rénovation de l'habitat au sens large ou spécifiquement la rénovation énergétique, l'accessibilité des logements
  - o Les aides à la rénovation de l'habitat
  - o La rénovation énergétique performante, viser le bâtiment basse consommation
  - o Les matériaux biosourcés dans la rénovation énergétique
  - o Les modes de chauffage, quelle énergie choisir
  - o ...
- **Webinaire thématique, visant les particuliers et/ou les professionnels**, comme pour la réunion publique avec une thématique à définir, permet de toucher un public différent que les animations en présentiel.
- **Balades thermiques** : 45 à 60 minutes de balade avec caméra thermique pour constater les pertes de chaleur de logements et bâtiments, suivi d'un temps d'échange à propos des solutions qui peuvent être apportées, des aides financières en vigueur et des services d'accompagnement.  
(en période hivernale uniquement)
- **Visite de logement rénové ou en cours de rénovation**, avec élus, services, éventuellement public avec accord du propriétaire, permet de mobiliser la presse pour illustrer les aides et l'accompagnement possible sur la base d'un exemple local
- **Atelier de sensibilisation à la perte d'autonomie**, comment anticiper l'adaptation de son logement à une potentielle future perte d'autonomie
- **Tenue d'un stand d'une journée lors d'un salon de l'habitat ou un évènement local** pour promouvoir les services de l'Espace France Rénov', les aides financières, l'accompagnement possible, illustration avec des exemples locaux et des matériaux (frais d'inscription non compris)
- **Atelier économie d'énergie**, quelles sources d'économie d'énergie dans son logement pour réduire sa facture
- **Atelier autour du budget familial** par une conseillère en économie sociale et familiale
- **Permanence « Accès aux droits »** par une conseillère en économie sociale et familiale, quelles aides mobilisables au regard de ma situation social et familiale
- **Atelier de prévention des fraudes** autour de l'amélioration de l'habitat, comment s'en prémunir et comment réagir
- ...

- page 2 : concernant la chronologie, vous aurez délibéré et signé la convention partenarial avant de signer la convention PIG pacte. Vous pouvez supprimer le visa qui s'y réfère. --> **OK**
- page 8: le volet 3 n'étant pas l'objet de votre convention partenarial avec INHARI, vous n'avez pas à en faire mention. Cette modalité devra être précisée dans votre projet de convention PIG Pacte signée avec nous ( article 10 de la convention type). --> **OK**
- page 13: pour demander l'engagement d'une subvention à l'Anah, il ne faudra laisser aucune mention "à préciser" dans votre plan de financement de la convention de pacte (mobilisation des publics prioritaires). Il vaut peut être mieux fiabiliser les informations dès le début dans la convention de partenariat pour le coût du volet 1.

Nous avons fait quelques commentaires sur le projet proposé par INHARI communiqué par les autres EPCI:

- est ce que l'opérateur se charge de vous préparer aussi un projet de pacte ? Et d'actualiser l'annuaire national France Renov? Ce n'est pas une obligation, il peut vous demander une subvention en plus mais cela peut se négocier éventuellement. --> **je pensais préparer le projet de pacte (d'ailleurs pourriez-vous le l'envoyer en version WORD afin de pouvoir le modifier ?)**
- Je suppose que dans le respect de l'universalité du pacte, les actions sont tous publics, toutes thématiques et sur tout l'EPCI ? une précision sur les publics concernés serait appréciable --> **en effet c'est bien le cas**
- j'ai l'information de 36 permanences réalisées dans le cadre du SARE aujourd'hui. Vous montez à 42 demi journées, est ce que la quantité/périodicité correspond à vos besoins ? --> **vous avez oublié de compter aussi les permanences réalisées dans le cadre du PIG, nous en sommes cette année autour des 42 demis journées ;**
- à la lecture de la convention je note des actions envers les professionnels néanmoins, je n'arrive pas à les identifier dans le plan de financement. Le prestataire vous en a dit plus ? --> **en effet, nous n'allons pas confier à INHARI les actions du volet 1 envers les professionnels, nous allons les mener en interne.**
- il n'est pas fait mention de frais de pilotage pour le volet 2, sont ils compris dans le pilotage du volet 1 ? --> **j'ai modifié le plan de financement pour montrer que les frais de pilotage concernent bien les volets**
- la convention manque de précisions sur les modalités pratiques ( quel numéro, quel adresse mail, quel lieu pour les permanences.....) --> **Ok c'est indiqué (j'avais oublié de le préciser car cela me semble logique)**
- la convention ne parle pas des liens entre l'opérateur et le maillage d'accueil existant ( vos propres permanences?, maison France services, accueil des mairies.....) --> **bonne remarque, je n'avais pas pensé aux liens entre France-Service et le PACTE, je vais voir comment des réunions formations peuvent être organisées pour faciliter le travail de mes collègues de l'accueil)**